

3 octobre 2018

(18-5310)

Page: 1/2

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires
Comité des sauvegardes

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DES
ARTICLES 18.5, 32.6 ET 12:6 DES ACCORDS**

CHINE

La communication ci-après, datée du 26 septembre 2018, est distribuée à la demande de la délégation de la Chine.

Conformément aux obligations énoncées à l'article 18.5 de l'Accord antidumping, à l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes de notifier les lois, réglementations et procédures administratives au Comité des pratiques antidumping, au Comité des subventions et des mesures compensatoires et au Comité des sauvegardes, la République populaire de Chine (la "Chine") notifie ce qui suit:

Les Règles provisoires sur la mise en œuvre des décisions de l'Organisation mondiale du commerce concernant des différends relatifs à des mesures correctives commerciales, promulguées le 29 juillet 2013 et entrées en vigueur à la même date.

Veuillez trouver ci-joint la traduction en français des Règles provisoires. Veuillez noter que seule la version chinoise des Règles provisoires fait foi et que la traduction en français n'est communiquée aux Membres de l'OMC qu'à des fins de référence.

RÈGLES PROVISOIRES SUR LA MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS DE L'ORGANISATION
MONDIALE DU COMMERCE CONCERNANT DES DIFFÉRENDS RELATIFS À DES
MESURES CORRECTIVES COMMERCIALES

(Promulguées par le Décret n° [2013] 2 du Ministère du commerce le 29 juillet 2013)

Article 1 Les Règles provisoires sont formulées conformément aux lois et aux règlements administratifs pertinents en vue de mettre en œuvre les décisions de l'Organisation mondiale du commerce ("l'OMC") concernant des différends relatifs aux mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde.

Article 2 Dans le cas où l'Organe de règlement des différends de l'OMC rend une décision exigeant de la Chine qu'elle mette ses mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde en conformité avec les obligations qui lui incombent au titre des Accords de l'OMC pertinents, le Ministère du commerce peut proposer ou décider de modifier ou d'abroger lesdites mesures, ou décider de prendre d'autres mesures qui conviennent, conformément à la loi.

Article 3 Avant toute proposition ou décision prévue par l'article 2 des Règles provisoires, le Ministère du commerce peut procéder à une nouvelle enquête. Dans le cas où il est décidé de mener une nouvelle enquête, le Ministère du commerce doit en informer les parties concernées par avis public ou par d'autres moyens.

Article 4 La nouvelle enquête peut être conduite au moyen d'un questionnaire, d'un échantillonnage, d'une audition et d'une vérification sur place, entre autres.

Article 5 Le Ministère du commerce doit, avant toute décision, procéder à une nouvelle enquête, informer les parties concernées des faits essentiels constituant le fondement de la décision, et laisser aux parties un délai raisonnable pour formuler des observations.

Article 6 Le Ministère du commerce peut formuler des recommandations à l'intention de la Commission tarifaire du Conseil d'État concernant la modification ou l'abrogation de mesures tarifaires, y compris les droits antidumping, compensateurs et de sauvegarde, et publier un avis public, conformément à la décision de la Commission tarifaire du Conseil d'État.

Dans le cas où le Ministère du commerce décide de modifier ou d'abroger des mesures, y compris des engagements en matière de prix, des engagements et des restrictions quantitatives, ou de prendre d'autres mesures qui conviennent, il doit en informer les parties concernées par avis public ou par d'autres moyens.

Article 7 Dans le cas où une décision rendue dans le cadre d'autres accords commerciaux que la Chine a conclus ou auxquels elle a adhéré exige qu'elle mette ses mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde en conformité avec les obligations qui lui incombent au titre desdits accords, les Règles provisoires s'appliquent *mutatis mutandis*.

Article 8 Les Règles provisoires entreront en vigueur à compter de la date de publication.

Les Règles provisoires s'appliquent à la mise en œuvre des décisions qui n'ont pas encore été mises en œuvre au moment de l'entrée en vigueur des Règles provisoires.
